

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1928.

Budget DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. DEWINDE.

MESSIEURS,

Le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre pour l'exercice 1928 n'a pas soulevé ni au Sénat, ni en sections de la Chambre, ni en Commission Spéciale, d'observations au sujet des divers articles qui le constituent et dont le montant ne peut d'ailleurs être qu'approximatif.

La note gouvernementale jointe au projet de budget s'explique d'ailleurs sur les articles supprimés ou ajoutés par rapport au budget de 1927. La Commission spéciale, tout en vous proposant le vote du budget a cependant nettement exprimé le vœu de voir diminuer plus sensiblement que ne l'a fait l'Arrêté royal du 20 décembre 1927 (de 4 à 3.5 p. c.), la participation imposée aux provinces et aux communes dans les frais de la perception d'impôts (centimes additionnels) effectués par l'Etat pour compte des provinces et des communes.

Si nous croyons que ce pourcentage peut être réduit davantage, c'est, d'abord, parce que M. le Ministre des Finances reconnaît lui-même (bulletin n° 13 de 1927-1928 des réponses aux questions de MM. les Sénateurs et Députés, page 127) que, calculés tout à fait mathématiquement, les frais de perception de ces impôts représentent exactement 3.225 et non 3.50 p. c. des dépenses.

Ce pourcentage ne peut devoir être augmenté même à la suite de la péréquation des traitements, puisque la dévaluation du franc belge, cause de cette péré-

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4^{xviii}.

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée :

1° des membres de la Commission des Finances, des Budgets et des Économies :
MM. Hallet, président; Pussemier, vice-président; Carlier et David, secrétaires;
Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin,
de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger,
Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wanwermans.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Carton de Wiart, Fieullien,
De Winde, Raemdonck, Claes, de Montpellier.

quation, produira incontestablement une plus-value des impôts directs et augmentera, pour la même raison, le montant prélevé par l'Etat sur les perceptions faites pour compte des provinces et des communes.

Il est, au surplus, trop rigoureux de faire intervenir, dans le calcul de ces frais de perception, toutes les dépenses que s'impose l'Etat pour l'administration des contributions directes et du cadastre. On ne se rend pas compte de la raison qui a fait augmenter le pourcentage de 2 p. c. appliqué avant la guerre.

D'autre part, il est à prévoir que le très prochain retour à l'autonomie financière des provinces et des communes autorisera celles-ci à élaborer un régime fiscal leur permettant de percevoir elles-mêmes la plus grosse partie de leurs impositions, et les dispensant ainsi de payer à l'Etat des sommes aussi importantes pour la perception de leurs impôts.

EXPLOITATIONS AGRICOLES AUTONOMES DE L'ETAT.

Le résultat de ces exploitations au cours du précédent exercice figure en annexe au projet de budget des recettes et des dépenses pour ordre. Il nous semble que ces exploitations, étant rendues autonomes par des lois antérieures et échappant ainsi aux règles sur la comptabilité de l'Etat, et par conséquent ne figurant plus aux budgets, les bilans de ces exploitations seraient mieux à leur place en annexe aux budgets des Départements dont elles relèvent. Ils seraient ainsi le complément des budgets des établissements d'enseignement ou de bienfaisance, dont ces exploitations constituent, en fait, une dépendance.

D'ailleurs, la discussion que ces bilans peuvent comporter, ne se conçoit qu'au cours et qu'à l'occasion de la discussion des budgets de ces départements.

Tels que ces bilans sont présentés en annexe au budget des recettes et des dépenses pour ordre, appuyés même d'es renseignements fournis par les Départements de la Justice et de l'Agriculture, ils n'ont pu éclairer les membres de la Commission Spéciale sur les résultats réels, effectifs de ces exploitations et sur les conséquences de l'autonomie qui leur a été accordée notamment par la loi du 23 décembre 1923.

Si l'on en croit les bilans, ces exploitations auraient au cours du dernier exercice laissé les bénéfices suivants :

I. — *Exploitations relevant du Ministère de l'Agriculture.*

Gembloux	fr.	70,186.03
Gand		77,814.58
Huy		6,751.35
Laeken		11.00
Vilvorde		88,921.03
Total		243,683.99

II. — *Exploitations relevant du Ministère de la Justice.*

Saint-Hubert	216,531.77
Ruyselede	234,788.44
Moll	2,568.32

Merxplas	440,980,67
Saint-André-lez-Bruges	31,584,68
Merxplas, Wortel et Hoogstraeten.	950,434.53
Total	1,576,888.41

Ces bénéfices sont-ils réels et comment les comptes de ces exploitations sont-ils établis pour aboutir à ce solde bénéficiaire ? Enfin que deviennent ces bénéfices ?

Il est à remarquer, en effet, que le Budget des Voies et Moyens pour 1928 ne comporte aucune prévision de recettes du chef de ces bénéfices pour cet exercice, alors que pour l'exercice précédent ces bénéfices dépassaient déjà la somme de 1,800,000 francs.

Des renseignements fournis à cet égard par les deux Départements intéressés, il résulte :

1° Que pour ces exploitations comme pour toutes les entreprises dont la valeur actuelle des capitaux n'a pas été revalorisée suivant la valeur du franc au moment où ces entreprises se sont constituées, soit au 1^{er} janvier 1924, lorsque la livre anglaise ne représentait encore que 80 francs belges, il faudrait effectuer cette opération de revalorisation pour se rendre un compte exact de la situation actuelle de ces exploitations.

2° Que si certains établissements n'ont utilisé qu'une minime partie de leurs bénéfices pour rembourser à l'Etat une partie des capitaux-espèces mis à leur disposition lors de l'octroi de l'autonomie et si d'autres n'ont rien remboursé, c'est parce qu'ils emploient les bénéfices à des travaux de restauration ou de constructions nouvelles ou à d'autres immobilisations.

Les Directions de ces établissements en agissant ainsi estiment rester dans le cadre de l'autonomie leur octroyée par la loi.

3° En ce qui concerne les exploitations relevant du Ministère de l'Agriculture, qui constituent en réalité l'outillage didactique des établissements d'enseignement dont elles dépendent, il est fait remarquer que les bénéfices doivent servir à subvenir aux frais d'expérimentations.

Nous pensons qu'une distinction s'impose, en effet, entre les exploitations qui relèvent de ce Département et qui ont un but d'enseignement, et celles qui sont annexées aux établissements de bienfaisance ou pénitentiaires. Ces dernières répondent uniquement à la préoccupation d'occuper au travail les nombreux colons et détenus qui peuplent ces établissements, et dont l'entretien coûte au Ministère de la Justice des sommes considérables. Il serait intéressant et souhaitable, pour ces exploitations, de chercher à accroître le montant des bénéfices réels produits par elles et de voir ainsi l'Etat récupérer une partie des sommes importantes qu'il dépense pour l'entretien de ces pensionnaires.

Qu'il nous soit permis à cet égard de considérer comme peu heureuse et de nature à créer de réelles difficultés de comptabilité financière, l'inscription à l'actif des exploitations agricoles de l'Etat à Merxplas, Wortel et Hoogstraeten de la créance que ces exploitations possèdent à charge de la Colonie, dont le budget est distinct de celui des exploitations agricoles — créance dont le montant figure à l'actif de 1927 à concurrence de fr. 1,335,240.25.

Le bilan accuse un bénéfice net de fr. 950,434.53.

En supposant la réalité de ce bénéfice, compte étant tenu de la dévaluation du franc, on s'explique difficilement que l'exploitation puisse posséder une créance qui dépasse de près de 400,000 francs le bénéfice indiqué, à moins que le montant de la créance ne soit le résultat de fournitures impayées depuis plusieurs années.

Quoi qu'il en soit, la Commission Spéciale estime qu'il serait préférable de voir solder cette créance par le budget de la colonie et de porter au budget des Voies et Moyens les bénéfices importants accusés par cette exploitation.

La Commission Spéciale émet aussi le vœu de voir pour le prochain budget compléter les bilans par les comptes des profits et pertes et, pour les exploitations dépendant du Ministère de la Justice, de voir renseigner l'étendue des exploitations, en distinguant le domaine appartenant aux exploitations et celui tenu en location. Cette dernière observation vaut également pour les exploitations du Département de l'Agriculture.

Le budget des Recettes et des Dépenses pour ordre appelle une dernière observation : les fonds spéciaux, récemment créés pour les Routes et les Grands Travaux, exigeront l'inscription à ce budget, pour l'année 1928, du montant des crédits qui y seront affectés au cours de cet exercice.

Le Rapporteur,

E. DE WINDE.

Le Président,

MAX HALLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MEI 1928

Begrooting DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VOOR HET DIENSTJAAR 1928 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE WINDE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order voor het dienstjaar 1928 gaf in den Senaat, noch in de afdeelingen der Kamer, noch in de Bijzondere Commissie aanleiding tot aanmerkingen over de verschillende artikelen waarvan het bedrag trouwens slechts bij benadering kan worden berekend.

De Regeeringsnota, bij het begrotingsontwerp gevoegd, geeft overigens opheldering over het intrekken of toevoegen van artikelen in verhouding tot de Begrooting van 1927. Ofschoon de Bijzondere Commissie U voorstelt, de Begrooting goed te keuren, heeft zij niettemin den wensch uitgedrukt, dat de aan de provinciën en gemeenten opgelegde deelneming in de kosten van het innen der belastingen (opcentiemen) door den Staat gedaan voor rekening der provinciën en gemeenten, in ruimere mate zou worden verminderd dan zulks geschiedt krachtens het Koninklijk besluit van 20 December 1927 (van 4 tot 3.5 t. h.).

Wij meenen dat dit percentage nog kan worden verlaagd, omdat de Minister van Financiën zelf heeft erkend (Bulletin der vragen en antwoorden van 1927-1928, n° 13, bl. 127) dat de kosten van inning dezer belastingen, mathematisch berekend, juist 3,225 en niet 3.50 t. h. van de uitgaven vertegenwoordigen.

Dit percentage kan geene verhooging ondergaan zelfs niet wegens de pere-

(1) Begrooting, n° 4^{xviii}, door den Senaat overgemaakt.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

a) de leden van de Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen: de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, ondervoorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (A), Debuune, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wauwermans.

De heer Carton de Wiart, Ficullien,

quatie der wedden, vermits de waardevermindering van den Belgischen frank, die aanleiding gaf tot deze perequatie, onbetwistbaar ook de inkomsten der rechtstreeksche belastingen zal verhoogen en dienvolgens ook het bedrag door den Staat geheven van de ontvangsten welke voor rekening van provinciën en gemeenten worden gedaan.

Bovendien is het ook wat overdreven, bij de berekening dezer inningskosten, in aanmerking te nemen al de uitgaven welke de Staat op zich neemt voor het bestuur van de rechtstreeksche belastingen en van het kadaster. Men begrijpt niet goed waarom het percentage van 2 t. h., dat vóór den oorlog werd toegepast, werd verhoogd.

Anderzijds, is het te voorzien dat eerlang de provinciën en de gemeenten terug een zelfstandigen financieelen toestand zullen bezitten en zij dan eene fiskale regeling zullen mogen treffen, waarbij zij zelf het grootste deel hunner belastingen zullen kunnen innen en aldus er van zullen ontslagen zijn aan den Staat zulke aanzienlijke sommen uit te keeren voor het innen hunner belastingen.

ZELFSTANDIGE LANDBOUWBEDRIJVEN VAN DEN STAAT.

De uitslagen dezer bedrijven, tijdens het voorgaande dienstjaar, staan vermeld in de bijlage van het Begrootingsontwerp der ontvangsten en uitgaven voor order. Vermits echter deze bedrijven zelfstandig werden krachtens voorgaande wetten en aldus aan de regelen van het rekenplichtig Staatsbeheer ontsnappen en dienvolgens ook niet voorkomen op de Begrootingen, zouden, onzes dunkens, de balansen van deze bedrijven beter hunne plaats vinden als bijlage van de Begrootingen der Departementen waarvan zij afhankelijk zijn. Op deze wijze, zouden zij de Begrootingen aanvullen van de onderwijs- of weldadigheidsinstellingen, waartoe zij feitelijk behooren.

Men kan trouwens geene bespreking van deze balansen onderstellen, tenzij bij de behandeling van de Begrootingen dezer Departementen.

Zooals deze balansen worden voorgesteld, als bijlage van de Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order, met zelfs daarbij de ophelderingen der Departementen van Justitie en van Landbouw, konden zij de leden der Bijzondere Commissie niet inlichten over de werkelijke uitslagen dezer bedrijven noch over de gevolgen der zelfstandigheid welke hun inzonderheid bij de wet van 23 December 1923 werd verleend.

Naar luid der balansen, zouden deze bedrijven tijdens het jongste dienstjaar de volgende winsten hebben opgeleverd :

1. — *Bedrijven die afhangen van het Ministerie van Landbouw.*

Gembloers.	fr. 70,186.03
Gent	77,814.58
Hoei	6,751.35
Laken	11.00
Vilvoorde	88,921.99
Totaal	<u>243,683.99</u>

II. — *Bedrijven die afhangen van het Ministerie van Justitie.*

Sint-Hubert fr.	216,531.76
Ruysede	234,788.44
Moll	2,568.32
Merxplas	110,980.67
Sint-Andries-bij-Brugge	31,584.68
Merxplas, Wortel en Hoogstraten.	950,434.54
Totaal	1,576,888.41

Zijn dit inderdaad winsten en op welke wijze werden de rekeningen dezer bedrijven opgemaakt om tot deze winstgevende uitkomst te geraken? Wat gewordt er ten slotte van deze winsten?

Men moet inderdaad doen opmerken, dat in de Begrooting van 's Lands middelen voor 1928 geene enkele raming van ontvangsten voorkomt wegens deze winsten voor dit dienstjaar, terwijl voor het voorgaande dienstjaar deze winsten reeds 1,800,000 frank overschreden.

Uit de inlichtingen desbetreffende door de twee betrokken Departementen verstrekt, blijkt :

1^o Dat voor deze bedrijven, zooals voor alle ondernemingen waarvan de tegenwoordige waarde niet werd gerevaloriseerd volgens de waarde van den frank op het oogenblik dat deze ondernemingen werden opgericht, hetzij den 1^o Januari 1921, toen het Engelsch pond nog maar 80 Belgische franken gold, deze revalorisatie zou moeten gedaan worden om zich juist rekenschap te kunnen geven van den huidige toestand dezer bedrijven.

2^o Dat, indien sommige instellingen slechts een gering deel van hunne winsten hebben gebruikt om aan den Staat een gedeelte terug te betalen van de kapitalen-baargeld welke te hunner beschikking werden gesteld bij het verkrijgen der zelfstandigheid, en indien andere instellingen niets hebben terugbetaald, zij de winsten hebben besteed aan herstellingswerken, aan nieuwe gebouwen of voor andere doeleinden van onroerenden aard.

Met aldus te handelen, meenen de Besturen dezer inrichtingen binnen het kader der autonomie te blijven, welke hun door de wet werd verleend.

3^o Wat betreft de bedrijven die afhangen van het Ministerie van Landbouw en feitelijk het leermateriaal uitmaken der onderwijsinrichtingen waarvan zij afhangen, daar moeten de winsten dienen om de kosten der proefnemingen te dekken.

Wij meenen dat er inderdaad onderscheid moet gemaakt worden tusschen de ondernemingen die van dit Departement afhangen en onderwijs ten doel hebben, en de ondernemingen die verbonden zijn aan de inrichtingen van weldadigheid of aan verbeterhuizen. Deze laatste hebben eenvoudig ten doel, bezigheid te bezorgen aan de talrijke kolonisten die de bevolking uitmaken van deze inrichtingen, en wier onderhoud aan het Ministerie van Justitie zeer duur komt te staan. Het ware wenschelijk dat deze bedrijven hunne werkelijke winsten trachtten te verhoogen, om aldus aan den Staat een deel terug te bezorgen van de aanzienlijke sommen welke hij voor het onderhoud dezer kostgangers uitgeeft.

Met het oog daarop, aanzien wij als weinig heilzaam en als van aard zijnde om werkelijke comptabiliteitsbezwaren uit te lokken, de inschrijving op het actief der landbouwbedrijven van den Staat, te Merxplas, te Wortel en te Hoogstraten,

van de schuldvordering welke deze bedrijven bezitten ten laste van de Kolonie, waarvan de begrooting verschilt met die van de landbouwbedrijven — schuldvordering die op het actief van 1927 voorkomt tot beloop van fr. 1,335,240.25.

De balans vermeldt eene zuivere winst van fr. 950.434,53.

Ondersteld dat deze winst werkelijkheid weze, en in acht genomen de devaluatie van den frank, dan begrijpt men bezwaarlijk dat het bedrijf eene schuldvordering bezitte die schier 400,000 frank boven de aangegeven winst staat, tenzij deze schuldvordering het gevolg weze van sedert jaren onbetaalde leveringen.

Wat er ook van zij, de Bijzondere Commissie is van gevoelen dat deze schuldvordering liever door de Begrooting der Kolonie worde vereffend, en dat de aanzienlijke winsten, door het bedrijf aangegeven, op de Begrooting van 's Lands middelen werden gebracht.

Eveneens drukt de Bijzondere Commissie den wensch uit, dat voor de eerstkomende Begrooting de balansen zouden worden aangevuld met de winst- en verliesrekeningen, en dat, voor de bedrijven die afhangen van het Ministerie van Justitie, de uitgestrektheid dier bedrijven zou worden aangegeven, onderscheid makend tusschen het domein dat aan de bedrijven behoort en het domein dat in huur wordt genomen. Deze opmerking geldt insgelijks voor de bedrijven van het Departement van Landbouw.

Een laatste opmerking : deze Begrooting, voor 1928, zal insgelijks het bedrag vermelden van de credieten welke voor dit dienstjaar worden uitgetrokken op de speciale fondsen welke onlangs werden tot stand gebracht voor de Wegen en de Groote Werken.

De Verslaggever,

E. DE WINDE.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

